



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2015

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2015, clos le 30 juin. Les comptes du premier semestre ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ; ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen.

Compte tenu des fortes variations des devises et de l'importance de leurs impacts, les comparaisons entre 2015 et 2014 sont mentionnées, sauf indication contraire, à la fois à données réelles et aux cours de change 2014 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2015

Avec une parité moyenne de \$ 1,10 / € 1 au deuxième trimestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 24 % par rapport au deuxième trimestre 2014 (\$ 1,37 / € 1). Le yuan s'est, de son côté, apprécié de 25 %.

L'évolution du dollar, du yuan et des autres devises a eu pour effet mécanique global d'augmenter de € 5,2 millions (+ 9 %) le chiffre d'affaires et de € 2,8 millions (+ 59 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Des commandes de nouveaux systèmes en augmentation à données réelles mais en recul à données comparables

Les commandes de nouveaux systèmes se sont élevées à € 26,2 millions, en augmentation de 5 % à données réelles, mais en recul de 3 % à données comparables, par rapport au deuxième trimestre 2014 (€ 24,8 millions). Elles sont supérieures à celles du premier trimestre (€ 21,3 millions).

A données comparables, les commandes de nouvelles licences de logiciels (€ 6,0 millions) diminuent de 3 %, celles des équipements de CFAO (€ 16,6 millions) progressent de 1 % ; en l'absence de signature de projets significatifs au cours du trimestre, les commandes de formation et de conseil (€ 3,0 millions) reculent de 20 %.

Un chiffre d'affaires et un résultat opérationnel en forte hausse

Le chiffre d'affaires s'élève à € 60,3 millions, en croissance de 15 % à données réelles et de 5 % à données comparables par rapport au deuxième trimestre 2014.

A données comparables, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes progresse de 4 % et le chiffre d'affaires récurrent de 6 %.

Le résultat opérationnel atteint € 7,6 millions, en augmentation de € 3,6 millions (+ 92 %) à données réelles et de 20 % à données comparables.

La marge opérationnelle s'établit à 12,5 %, en progression de 5,0 points à données réelles et de 1,1 point à données comparables.

Le résultat net s'établit à € 5,3 millions, en hausse de € 2,4 millions (+ 85 %) à données réelles.

Enfin, le cash-flow libre s'élève à € 5,2 millions (€ 3,8 millions au deuxième trimestre 2014).

Avancement du plan de transformation de l'entreprise

Dans son rapport du 11 février 2015, la société a rappelé, dans son intégralité, sa feuille de route 2013-2016 ainsi que son plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions lancé fin 2011 couvrant la période 2012-2015, et rendu compte de son deuxième rapport d'étape. Le prochain rapport d'étape sera communiqué le 11 février 2016.

2. ACTIVITÉ ET COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2015

Impact favorable de la baisse de l'euro

La forte baisse de l'euro depuis l'été 2014, par rapport au dollar et au yuan notamment, est un événement majeur pour la société. Partout dans le monde, sa position concurrentielle s'est significativement renforcée. Parallèlement, la compétitivité de ses clients a été profondément modifiée – améliorée ou détériorée – selon leurs lieux de fabrication et de vente.

Avec une parité moyenne de \$ 1,12 / € 1 sur le semestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 23 % par rapport au premier semestre 2014 (\$ 1,37 / € 1). Le yuan s'est, de son côté, apprécié de 22 %.

Investissant dans l'innovation pour accroître sa compétitivité, Lectra a fait le choix de maintenir sa R&D et sa production en France. L'essentiel de ses coûts de revient est ainsi en euro, avec une inflation quasi-nulle. A l'inverse, une grande partie de ses concurrents – en particulier le principal, américain – fabriquent leurs équipements en Chine. Leurs coûts en yuan subissent non seulement une hausse constante des salaires et charges sociales, mais aussi une inflation plus forte.

Par ailleurs, les prix de vente en Amérique du Nord et en Asie sont, pour l'ensemble des acteurs, principalement fixés en dollar, ou en yuan en Chine. Les concurrents fabriquant en Chine ont maintenu sur ces marchés leurs prix de vente et commencent à les revoir à la hausse en Europe pour ne pas voir leurs marges diminuer fortement. Les quelques acteurs européens spécialisés dans les équipements de FAO ayant conservé leur fabrication en Europe, avantagés eux aussi par l'évolution des parités de change, ont de leur côté revu à la baisse leurs prix de vente en Asie et dans les Amériques pour accroître leurs parts de marché.

Au final, l'évolution des cours de change a eu pour Lectra un impact mécanique très important, avec une augmentation de € 9,7 millions (+ 9 %) du chiffre d'affaires et de € 5,3 millions (+ 67 %) du résultat opérationnel dans les chiffres du semestre exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Il convient de souligner que si ces parités se maintenaient, l'établissement de chiffres à données comparables serait de moins en moins pertinent, compte tenu des effets complexes induits par de telles fluctuations.

Un chiffre d'affaires en ligne et un résultat opérationnel en avance à données réelles sur le plan de marche de la société, mais en retard à données comparables

Le plan de marche correspondant à l'objectif annuel de la société, communiqué le 11 février 2015, anticipait pour le premier semestre un chiffre d'affaires de € 116,5 millions et un résultat opérationnel de € 11,9 millions (sur la base des parités de change arrêtées au 15 décembre 2014, notamment \$ 1,25 / € 1).

Le chiffre d'affaires s'élève à € 116,4 millions. A données réelles, il est donc en ligne avec le plan de marche. Le résultat opérationnel atteint € 13,2 millions, en avance de € 1,3 million.

Aux cours de change utilisés pour les objectifs 2015, le chiffre d'affaires s'établit à € 110,5 millions et le résultat opérationnel à € 10,1 millions, en retard respectivement de € 6,0 millions et de € 1,8 million sur le plan de marche.

Commandes de nouveaux systèmes

Au total, les commandes de nouveaux systèmes s'élèvent à € 47,4 millions, en progression de € 3,6 millions (+ 8 %) à données réelles et en diminution de 2 % à données comparables, par rapport au premier semestre 2014.

Les commandes restent significativement inférieures aux attentes de la société, qui anticipait une hausse de 15 % à données comparables. Dans un contexte économique et monétaire plus difficile que prévu, marqué par la révision à la baisse des prévisions de croissance mondiale pour 2015 et 2016, un environnement géopolitique encore plus tendu et de fortes variations de devises perturbant l'activité des entreprises, l'attentisme des clients demeure important et leurs décisions d'investissement repoussées.

A données comparables :

- Les nouvelles licences de logiciels (€ 11,7 millions) progressent de 2 % tout comme les équipements de CFAO (€ 29,0 millions). En l'absence de signature de projets significatifs depuis le début de l'année, la formation et le conseil (€ 5,7 millions) reculent de 21 % ;
- Géographiquement, la situation est très contrastée : les commandes augmentent de 25 % dans les Amériques, de 4 % en Europe et de 14 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient ...) ; elles diminuent de 26 % en Asie-Pacifique ;
- Les commandes baissent de 6 % dans la mode et l'habillement, de 12 % dans l'automobile. Elles progressent très fortement dans l'ameublement – multipliées par plus de quatre – et reculent de 55 % dans les autres industries. Ces marchés ont représenté respectivement 51 %, 31 %, 14 % et 4 % du montant total des commandes.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 116,4 millions, en croissance de 16 % à données réelles et de 7 % à données comparables par rapport au premier semestre 2014.

A données comparables, le chiffre d'affaires progresse dans toutes les régions : 9 % en Europe, 4 % dans les Amériques, 5 % en Asie-Pacifique, 7 % dans les pays du reste du monde. Ces régions ont représenté respectivement 43 % (dont 7 % pour la France), 26 %, 25 % et 6 % du chiffre d'affaires global.

En 2014, ces régions avaient représenté respectivement 46 % (dont 8 % pour la France), 24 %, 23 %, et 7 % du chiffre d'affaires global.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 48,7 millions) augmente de 19 % à données réelles et de 8 % à données comparables. Il représente 42 % du chiffre d'affaires global (41 % au premier semestre 2014).

A données comparables :

- le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 12,0 millions) progresse de 9 % et contribue à hauteur de 10 % au chiffre d'affaires global (10 % au premier semestre 2014) ;
- les équipements de CFAO (€ 29,4 millions) augmentent de 9 % et représentent 26 % du chiffre d'affaires global (24 % au premier semestre 2014) ;
- le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 6,1 millions) augmente de 6 % et représente 5 % du chiffre d'affaires global (5 % au premier semestre 2014).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces détachées

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 67,8 millions) augmente de 14 % à données réelles et de 5 % à données comparables. Il représente 58 % du chiffre d'affaires global (59 % au premier semestre 2014).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % du chiffre d'affaires récurrent et à 34 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 39,5 millions. A données comparables, il progresse de 6 %, améliorant ainsi la dynamique de croissance enregistrée sur l'année 2014 (+ 4 %) :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels (€ 22,9 millions), en progression de 6 % par rapport au premier semestre 2014, représentent 20 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO (€ 16,6 millions), en hausse de 6 %, représentent 14 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces détachées (€ 28,3 millions) augmente de 5 % à données comparables.

Carnet de commandes

Au 30 juin 2015, le carnet de commandes des nouveaux systèmes (€ 19,0 millions) diminue de € 0,6 million à données réelles par rapport au 31 décembre 2014.

Il comprend € 13,4 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 12,1 millions livrables au troisième trimestre et € 1,3 million au-delà, et € 5,6 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Marge brute

La marge brute s'élève à € 88,2 millions. A données réelles, son augmentation de € 14,9 millions par rapport au premier semestre 2014 représente 91 % de celle du chiffre d'affaires.

Le taux de marge brute global atteint 75,8 %. Il augmente de 2,6 points à données réelles par rapport à celui du premier semestre 2014, compte tenu de l'effet conjugué des variations des cours de change et d'une nouvelle amélioration des taux de marge brute. A données comparables, le taux de marge brute global augmente de 1,1 point.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 75,1 millions, en hausse de 6 % à données comparables. Ils se décomposent comme suit :

- € 67,9 millions de frais fixes (+ 7 %), les investissements d'avenir liés au plan de transformation, entièrement passés en charges de la période, représentant € 8,6 millions, soit 13 % du montant total ;
- € 7,2 millions de frais variables (- 5 %).

A données réelles, l'augmentation des frais généraux est de 11 %.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Elles s'élèvent à € 11,4 millions et représentent 9,8 % du chiffre d'affaires (€ 10,9 millions et 10,8 % au premier semestre 2014). Après déduction du crédit d'impôt recherche, de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi et des subventions comptabilisés sur le semestre, les frais nets de R&D sont de € 7,1 millions (€ 6,5 millions en 2014).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 13,2 millions. Il progresse de € 7,3 millions (+ 125 %) à données réelles et de € 2,0 millions (+ 35 %) à données comparables.

L'augmentation à données comparables provient de l'impact positif de la croissance du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes pour € 2,7 millions, de celle des revenus récurrents pour € 2,5 millions et de l'augmentation des taux de marge brute pour € 1,1 million. Ces effets favorables sont en partie compensés pour € 2,5 millions par l'augmentation naturelle des frais généraux fixes et pour € 1,8 million par l'accroissement des investissements d'avenir liés au plan de transformation.

La marge opérationnelle s'établit à 11,3 %. Elle augmente de 5,4 points à données réelles et de 1,5 point à données comparables.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de 0,1 million. Le résultat de change est négatif de € 0,4 million.

Après une charge d'impôt de € 3,7 millions, le résultat net double à € 9,0 millions (€ 4,4 millions au premier semestre 2014) à données réelles.

Le bénéfice net par action s'élève à € 0,29 sur capital de base et sur capital dilué (€ 0,15 sur capital de base et € 0,14 sur capital dilué au premier semestre 2014).

Les résultats 2014, auxquels ceux de 2015 sont comparés, ont été retraités par rapport aux résultats publiés, en raison de l'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2015 de l'interprétation IFRIC 21. Pour le premier semestre 2014, celle-ci se traduit par une réduction du résultat opérationnel de € 0,3 million, l'impact sur l'année complète étant quasi-nul (*cf.* note 2 des notes annexes au présent rapport).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 4,0 millions (*cf.* note 7 des notes annexes au présent rapport). Il était de € 6,6 millions au premier semestre 2014.

Le crédit d'impôt recherche (€ 3,7 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,4 million) du premier semestre 2015 ont été comptabilisés mais non encaissés. Si ces montants avaient été encaissés, le cash-flow libre aurait été de € 8,1 millions.

Structure financière

Au 30 juin 2015, les capitaux propres s'élevaient à € 98,0 millions (€ 94,3 millions au 31 décembre 2014) après paiement le 7 mai, du dividende de € 7,6 millions (€ 0,25 par action) au titre de l'exercice 2014 décidé par l'Assemblée Générale du 30 avril 2015.

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition de € 0,3 million (€ 0,1 million au 31 décembre 2014).

Depuis le 31 mars 2015, la société n'a plus de dette – les dettes financières résiduelles au 31 décembre 2014 (€ 0,4 million) ont été remboursées. La trésorerie disponible et la trésorerie nette s'établissent à € 41,5 millions. Au 31 décembre 2014, la trésorerie nette était de € 43,1 millions.

Le besoin en fonds de roulement s'établit à € 3,1 millions. Il comprend la créance de € 26,6 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôts recherche comptabilisés depuis l'exercice 2011, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 23,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année. Ainsi, en juillet 2015, la société a été remboursée de € 4,7 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2011.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 30 juin 2015, le capital social est de € 30 722 974, divisé en 30 722 974 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il a été augmenté de € 393 860 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 1 491 074) par la création de 393 860 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

La société a été informée le 10 février 2015 que Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni), agissant pour le compte de fonds gérés et de clients, avait franchi à la baisse, le 5 février, le seuil de 10 % des droits de vote, puis, le 13 février, que Schroder Investment Management avait également franchi en baisse, le 10 février, le seuil de 10 % du capital et détenait, à cette date, 9,53 % du capital et 9,42 % des droits de vote.

La société a également été informée le 10 février 2015 que Delta Lloyd Asset Management NV (Pays-Bas), agissant pour le compte de fonds gérés et de clients, avait franchi à la baisse les seuils de 10 % du capital et des droits de vote, et qu'elle détenait, le 9 février, 9,77 % du capital et 9,65 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2015.

A la date du présent rapport, à la connaissance de la société, le capital est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 36,2 % du capital et 35,8 % des droits de vote,
- Delta Lloyd Asset Management NV et Schroder Investment Management Ltd détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds et de clients dont elles assurent la gestion.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 30 juin 2015, la société détenait moins de 0,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 juin 2015, le cours était de € 12,80, en hausse de 40 % par rapport au 31 décembre 2014 (€ 9,14). Son plus bas a été de € 8,98 le 6 janvier, son plus haut de € 14,10 le 4 juin. Sur le semestre, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont gagné respectivement 12 % et 14 %.

Sur les douze derniers mois, la hausse du cours a atteint 65 %, celle des indices CAC 40 et CAC Mid & Small s'affichant à 8 % et 13 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées sur Euronext (5,3 millions) a augmenté de 39 % et les capitaux échangés (€ 63,1 millions) de 109 % par rapport au premier semestre 2014. Ces chiffres excluent les échanges réalisés sur toute autre plateforme de cotation.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du troisième trimestre seront publiés le 29 octobre, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a abordé 2015 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2014 et une structure financière à nouveau renforcée.

Dans son rapport financier du 11 février 2015 et son rapport annuel 2014, auxquels il convient de se référer, elle a développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir, en soulignant que, comme 2014, l'année 2015 s'annonçait imprévisible, avec une visibilité toujours limitée et une exigence de prudence maintenue.

Le retard pris au premier semestre sur les commandes de nouveaux systèmes par rapport aux attentes de la société ne lui permettra pas de réaliser les objectifs qu'elle s'était fixés sur la base des parités arrêtées au 15 décembre 2014 pour leur élaboration, notamment \$ 1,25 / € 1.

Elle devrait toutefois atteindre les chiffres correspondants à données réelles, sur la base des parités prévisionnelles retenues pour le second semestre, notamment \$ 1,10 / € 1 : un chiffre d'affaires de l'ordre de € 240 millions (+ 14 % à données réelles par rapport à 2014), un résultat opérationnel courant d'environ € 29 millions (+ 47 %), une marge opérationnelle courante de 12 % (+ 2,6 points), et un résultat net de l'ordre de € 20 millions (+ 39 %).

Confortée par la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa feuille de route stratégique, la société reste confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration
Le 30 juillet 2015

Attestation de la société relative au rapport du premier semestre 2015

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice".

Paris, le 30 juillet 2015

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014 ⁽¹⁾	30 juin 2014 ⁽¹⁾
Écarts d'acquisition	32 585	31 724	30 754
Autres immobilisations incorporelles	4 687	4 406	4 637
Immobilisations corporelles	17 830	16 447	14 382
Actifs financiers non courants	1 896	2 048	1 831
Impôts différés	8 016	8 005	8 241
Total actifs non courants	65 014	62 630	59 845
Stocks	23 475	21 848	21 514
Clients et comptes rattachés	42 790	50 531	41 182
Autres actifs courants	36 821	32 149	35 315
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 535	43 484	29 251
Total actifs courants	144 621	148 012	127 262
Total actifs	209 635	210 642	187 107

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014 ⁽¹⁾	30 juin 2014 ⁽¹⁾
Capital social	30 723	30 329	30 059
Primes d'émission et de fusion	8 773	7 282	6 458
Actions détenues en propre	(282)	(133)	(247)
Écarts de conversion	(8 135)	(8 503)	(8 805)
Réserves et résultats consolidés	66 891	65 327	55 856
Capitaux propres	97 969	94 302	83 321
Engagements de retraite	8 444	8 479	7 759
Emprunts et dettes financières à long terme	0	0	0
Total passifs non courants	8 444	8 479	7 759
Fournisseurs et autres passifs courants	50 392	53 216	48 971
Produits constatés d'avance	46 656	48 096	40 766
Dette d'impôt exigible	2 984	2 857	2 512
Emprunts et dettes financières à court terme	0	394	394
Provisions	3 190	3 298	3 384
Total passifs courants	103 222	107 861	96 027
Total passifs et capitaux propres	209 635	210 642	187 107

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans l'état de la situation financière consolidée au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (six mois)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2014 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014 (six mois) ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	60 308	116 428	52 507	100 158
Coût des ventes	(14 824)	(28 195)	(14 045)	(26 801)
Marge brute	45 484	88 233	38 462	73 357
Frais de recherche et développement	(3 589)	(7 147)	(3 511)	(6 450)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(34 331)	(67 912)	(31 002)	(61 040)
Résultat opérationnel	7 564	13 174	3 949	5 867
Produits financiers	40	128	155	243
Charges financières	(120)	(230)	(124)	(230)
Résultat de change	(286)	(411)	(29)	(260)
Résultat avant impôts	7 197	12 660	3 951	5 620
Impôts sur le résultat	(1 916)	(3 668)	(1 097)	(1 181)
Résultat net	5 281	8 992	2 854	4 439

(en euros)

Résultat par action :

- de base	0,17	0,29	0,10	0,15
- dilué	0,17	0,29	0,09	0,14

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	30 606 349	30 513 708	29 860 030	29 780 805
- résultat dilué	31 683 121	31 537 389	30 690 867	30 647 405

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (six mois)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2014 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014 (six mois) ⁽¹⁾
Résultat net	5 281	8 992	2 854	4 439
Écarts de conversion	(72)	368	(191)	(84)
Effet d'impôts	0	0	0	0
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	(72)	368	(191)	(84)
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	121	169	(95)	(95)
Effet d'impôts	(29)	(43)	28	28
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	92	126	(67)	(67)
Total autres éléments du résultat global	20	494	(258)	(151)
Résultat global	5 301	9 486	2 596	4 288

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (six mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014 (six mois) ⁽¹⁾
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	8 992	4 439
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	3 280	1 661
Éléments non monétaires du résultat	(525)	(110)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	2	8
Variation des impôts différés	330	(978)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	12 079	5 020
Variation des stocks et en-cours	(2 453)	(729)
Variation des créances clients et comptes rattachés	5 028	6 293
Variation des autres actifs et passifs courants	(7 868)	(1 354)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(5 293)	4 210
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	6 786	9 230
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 020)	(1 186)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 058)	(1 626)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	7	5
Coût d'acquisition des activités rachetées ⁽²⁾	0	(1 560)
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽³⁾	(1 454)	(1 264)
Cessions d'immobilisations financières ⁽³⁾	1 721	1 441
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 804)	(4 190)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	1 885	1 810
Versement de dividendes	(7 646)	(6 554)
Achats par la société de ses propres actions	(1 534)	(1 317)
Ventes par la société de ses propres actions	1 442	1 168
Remboursement des dettes long terme et court terme	(394)	(500)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(6 247)	(5 393)
Variation de la trésorerie	(2 265)	(353)
Trésorerie à l'ouverture	43 484	29 534
Variation de la trésorerie	(2 265)	(353)
Incidence des variations de cours de change	316	70
Trésorerie à la clôture	41 535	29 251
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	3 982	6 600
Eléments non récurrents du cash-flow libre	0	0
Cash-flow libre	3 982	6 600
Impôts payés (remboursés), nets	2 329	1 340
Intérêts payés	0	0

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

(2) Au 30 juin 2014, ce montant correspondait au coût d'acquisition des activités de l'ancien agent du Groupe en Corée du Sud (cf. note 3 ci-après).

(3) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾	29 664 415	1,00	29 664	5 043	(83)	(8 721)	58 063	83 966
Résultat net							4 439	4 439
Autres éléments du résultat global						(84)	(67)	(151)
Résultat global						(84)	4 372	4 288
Exercices d'options de souscription d'actions	394 847	1,00	395	1 415				1 810
Valorisation des options de souscription d'actions							39	39
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(164)			(164)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							9	9
Autres variations							(73)	(73)
Dividendes							(6 554)	(6 554)
Capitaux propres au 30 juin 2014 ⁽¹⁾	30 059 262	1,00	30 059	6 458	(247)	(8 805)	55 856	83 321
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾	29 664 415	1,00	29 664	5 043	(83)	(8 721)	58 063	83 966
Résultat net							14 370	14 370
Autres éléments du résultat global						218	(649)	(431)
Résultat global						218	13 721	13 939
Exercices d'options de souscription d'actions	664 699	1,00	665	2 239				2 904
Valorisation des options de souscription d'actions							136	136
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(50)			(50)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							32	32
Autres variations							(71)	(71)
Dividendes							(6 554)	(6 554)
Capitaux propres au 31 décembre 2014 ⁽¹⁾	30 329 114	1,00	30 329	7 282	(133)	(8 503)	65 327	94 302
Résultat net							8 992	8 992
Autres éléments du résultat global						368	126	494
Résultat global						368	9 118	9 486
Exercices d'options de souscription d'actions	393 860	1,00	394	1 491				1 885
Valorisation des options de souscription d'actions							54	54
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(149)			(149)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							38	38
Dividendes							(7 646)	(7 646)
Capitaux propres au 30 juin 2015	30 722 974	1,00	30 723	8 773	(282)	(8 135)	66 891	97 969

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2014, au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2015

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 500 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 32 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2014, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec plus de 820 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. Plus de 260 ingénieurs sont dédiés à la R&D et près de 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- un équilibre des risques, qui bénéficient d'une couverture naturelle par la répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et le très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de l'entreprise, et le chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces détachées, essentiel à sa stabilité, qui constitue un amortisseur en période de conjoncture difficile ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés condensés au 30 juin 2015 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2014, à l'exception de l'interprétation présentée ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 30 juillet 2015 et ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes. Ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen limité.

Le Groupe a appliqué l'interprétation IFRIC 21 – Droits ou taxes, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. L'application rétrospective de cette interprétation a conduit le Groupe à retraiter les chiffres de l'année 2014 publiés. Les impacts dans le compte de résultat consolidé sont limités aux lignes « Frais commerciaux, généraux et administratifs », « Résultat opérationnel » (pour le même montant), « Impôts sur le résultat » et « Résultat net » ; ils sont présentés ci-après :

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2014 : trimestre clos le	31 mars	30 juin	30 septembre	31 décembre	2014
Résultat opérationnel :					
- publié	2 301	3 818	7 260	6 402	19 781
- retraité	1 918	3 949	7 387	6 552	19 806
Résultat net :					
- publié	1 838	2 768	5 077	4 670	14 353
- retraité	1 585	2 854	5 161	4 770	14 370

Par ailleurs, les capitaux propres consolidés retraités ont été augmentés de € 208 milliers (€ 137 milliers après effet d'impôts) au 1^{er} janvier 2014 et de € 233 milliers (€ 154 milliers après effet d'impôts) au 31 décembre 2014. Au 30 juin 2014, ils ont été diminués de € 44 milliers (€ 30 milliers après effet d'impôts).

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2015 traduits à cours de change 2014, comparés aux données réelles 2014.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2015, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 28 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre au cours du premier semestre 2015.

La société a créé en avril 2014 une nouvelle filiale en Corée du Sud, Lectra Korea, qui a repris les activités de l'agent qui représentait Lectra depuis de nombreuses années, et qui est consolidée depuis le 1^{er} mai 2014 par intégration globale. L'incidence de la création de cette filiale et de cette reprise d'activités sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe a été négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays étant préalablement facturé par Lectra SA.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 juin 2015, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,5 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,3 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 juin 2015.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

4.1 Deuxième trimestre 2015

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin				
	2015		2014 ⁽¹⁾	Variation 2015/2014	
	Réel	A cours de change 2014	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	60 308	55 153	52 507	+15%	+5%
Coût des ventes	(14 824)	(14 354)	(14 045)	+6%	+2%
Marge brute	45 484	40 799	38 462	+18%	+6%
(en % du chiffre d'affaires)	75,4%	74,0%	73,3%	+2,1 points	+0,7 point
Frais de recherche et de développement	(3 589)	(3 589)	(3 511)	+2%	+2%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(34 331)	(32 454)	(31 002)	+11%	+5%
Résultat opérationnel	7 564	4 756	3 949	+92%	+20%
(en % du chiffre d'affaires)	12,5%	8,6%	7,5%	+5,0 points	+1,1 point
Résultat avant impôts	7 197	4 389	3 951	+82%	+11%
Impôt sur le résultat	(1 916)	na	(1 097)	+75%	na
Résultat	5 281	na	2 854	+85%	na

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

4.2 Premier semestre 2015

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin				
	2015		2014 ⁽¹⁾	Variation 2015/2014	
	Réel	A cours de change 2014	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	116 428	106 721	100 158	+16%	+7%
Coût des ventes	(28 195)	(27 382)	(26 801)	+5%	+2%
Marge brute	88 233	79 339	73 357	+20%	+8%
(en % du chiffre d'affaires)	75,8%	74,3%	73,2%	+2,6 points	+1,1 point
Frais de recherche et de développement	(7 147)	(7 147)	(6 450)	+11%	+11%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(67 912)	(64 295)	(61 040)	+11%	+5%
Résultat opérationnel	13 174	7 897	5 867	+125%	+35%
(en % du chiffre d'affaires)	11,3%	7,4%	5,9%	+5,4 points	+1,5 point
Résultat avant impôts	12 660	7 384	5 620	+125%	+31%
Impôt sur le résultat	(3 668)	na	(1 181)	+211%	na
Résultat	8 992	na	4 439	+103%	na

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

5.1 Deuxième trimestre 2015

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	26 333	43%	26 197	23 398	44%	+13%	+12%	
- France	4 003	7%	4 014	4 169	8%	-4%	-4%	
Amériques	16 111	27%	13 564	12 404	24%	+30%	+9%	
Asie - Pacifique	14 496	24%	12 117	13 051	25%	+11%	-7%	
Autres pays	3 368	6%	3 275	3 654	7%	-8%	-10%	
Total	60 308	100%	55 153	52 507	100%	+15%	+5%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	17 684	29%	16 446	15 593	30%	+13%	+5%	
- nouvelles licences	6 019	10%	5 540	5 365	10%	+12%	+3%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	11 665	19%	10 906	10 228	20%	+14%	+7%	
Équipements de CFAO	15 995	27%	14 275	13 296	25%	+20%	+7%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	8 262	14%	7 552	7 288	14%	+13%	+4%	
Consommables et pièces détachées	14 763	24%	13 505	12 667	24%	+17%	+7%	
Formation, conseil	3 054	5%	2 850	3 135	6%	-3%	-9%	
Divers	550	1%	525	528	1%	+4%	-1%	
Total	60 308	100%	55 153	52 507	100%	+15%	+5%	

Répartition du chiffre d'affaires entre chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et chiffre d'affaires récurrent

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	25 618	42%	23 190	22 324	43%	+15%	+4%	
Chiffre d'affaires récurrent ⁽²⁾ , dont :	34 690	58%	31 963	30 183	57%	+15%	+6%	
- contrats récurrents	19 927	34%	18 458	17 516	33%	+14%	+5%	
- consommables et pièces détachées	14 763	24%	13 505	12 667	24%	+17%	+7%	
Total	60 308	100%	55 153	52 507	100%	+15%	+5%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

5.2 Premier semestre 2015

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	50 335	43%	50 160	46 193	46%	+9%	+9%	
- France	8 138	7%	8 159	7 870	8%	+3%	+4%	
Amériques	30 121	26%	25 257	24 349	24%	+24%	+4%	
Asie - Pacifique	28 595	25%	24 232	23 029	23%	+24%	+5%	
Autres pays	7 377	6%	7 072	6 587	7%	+12%	+7%	
Total	116 428	100%	106 721	100 158	100%	+16%	+7%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	34 877	30%	32 464	30 469	30%	+14%	+7%	
- nouvelles licences	12 028	10%	11 013	10 143	10%	+19%	+9%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	22 850	20%	21 452	20 326	20%	+12%	+6%	
Équipements de CFAO	29 440	26%	26 321	24 213	24%	+22%	+9%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	16 626	14%	15 232	14 427	14%	+15%	+6%	
Consommables et pièces détachées	28 297	24%	25 974	24 667	25%	+15%	+5%	
Formation, conseil	6 111	5%	5 701	5 402	5%	+13%	+6%	
Divers	1 077	1%	1 029	980	1%	+10%	+5%	
Total	116 428	100%	106 721	100 158	100%	+16%	+7%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	48 656	42%	44 063	40 738	41%	+19%	+8%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	67 772	58%	62 658	59 420	59%	+14%	+5%	
- contrats récurrents	39 475	34%	36 684	34 753	35%	+14%	+6%	
- consommables et pièces détachées	28 297	24%	25 974	24 667	25%	+15%	+5%	
Total	116 428	100%	106 721	100 158	100%	+16%	+7%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Mode et habillement	22 722	46%	20 536	20 140	49%	+13%	+2%	
Automobile	16 385	34%	14 564	14 763	36%	+11%	-1%	
Ameublement	7 130	15%	6 804	3 058	8%	+133%	+123%	
Autres industries	2 419	5%	2 159	2 778	7%	-13%	-22%	
Total	48 656	100%	44 063	40 738	100%	+19%	+8%	

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	50 335	30 121	28 595	7 377	0	116 428
Résultat opérationnel	5 044	1 474	(643)	866	6 433	13 174

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2014 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	46 193	24 349	23 030	6 586	0	100 158
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	2 615	258	878	1 090	1 026	5 867

(1) Les impacts de l'application de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre	3 982	0	3 982
Augmentations de capital ⁽¹⁾	1 885	0	1 885
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	(92)	0	(92)
Versement de dividendes	(7 646)	0	(7 646)
Variation de l'endettement	(394)	394	0
Effet de la variation des devises – divers	316	0	316
Variation de la période	(1 949)	394	(1 555)
Situation au 31 décembre 2014	43 484	(394)	43 090
Situation au 30 juin 2015	41 535	-	41 535
Variation de la période	(1 949)	394	(1 555)

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre au 30 juin 2015 est positif de € 4,0 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 12,1 millions, d'investissements de € 2,8 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 5,3 millions.

Le montant des investissements continuera d'augmenter au cours des prochains trimestres en raison du lancement, en 2014, d'un programme de réhabilitation et d'agrandissement du site de Bordeaux-Cestas, qui se déroulera jusqu'à la fin de 2016 et dont le budget global est de l'ordre de € 8 à € 10 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- € 5,0 millions proviennent de la diminution des créances clients compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (il convient de préciser que la variation des créances est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + € 2,5 millions proviennent de l'augmentation des stocks ;
- + € 3,5 millions proviennent de l'augmentation de la créance sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi du premier semestre 2015, comptabilisés mais non encaissés, après imputation sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA de la même période ;
- + € 3,0 millions proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2014, majoritairement payée en 2015, et celle comptabilisée au premier semestre 2015, qui sera payée en 2016 ;
- + € 1,3 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 juin 2015 s'élève à € 3,1 millions. Il comprend une créance de € 26,6 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi non encaissés et non imputés sur l'impôt (*cf.* note 8 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 23,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Au 30 juin 2015, Lectra SA détient ainsi une créance de € 26,6 millions sur le Trésor public français. Elle est composée du solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice, pour 2015 (€ 3,7 millions), 2014 (€ 6,9 millions), 2013 (€ 6,1 millions), 2012 (€ 5,1 millions) et 2011 (€ 4,8 millions).

Les crédits d'impôt compétitivité et emploi relatifs aux exercices 2013 et 2014, ainsi qu'au premier semestre 2015 ont été intégralement imputés sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA.

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche et, le cas échéant, le crédit d'impôt compétitivité et emploi de chaque exercice. Elle a ainsi encaissé le 20 juillet 2015 le solde de € 4,7 millions au titre du crédit d'impôt 2011 et devrait percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2016 (crédit d'impôt 2012), 2017 (crédit d'impôt 2013), 2018 (crédit d'impôt 2014) et 2019 (crédit d'impôt 2015). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société a acheté 128 119 actions et en a vendu 120 278 aux cours moyens respectifs de € 11,97 et de € 11,99 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 juin 2015, elle détenait 22 773 de ses propres actions (soit 0,07 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 12,40, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 juin 2015	31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 535	43 484
Emprunts et dettes financières	0	(394)
Trésorerie nette	41 535	43 090

Après le remboursement le 31 mars 2015 du solde de € 0,4 million des avances publiques correspondant à des aides au financement des programmes de R&D, qui constituaient son unique endettement, le Groupe n'a plus d'emprunts ou de dettes financières. De ce fait, sa trésorerie disponible et sa trésorerie nette s'élèvent toutes les deux à € 41,5 millions.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2014.

Au cours du premier semestre 2015, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,12 / € 1.

Instrument financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 juin 2015 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 2,5 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain au-delà du 30 juin 2015.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios du second semestre 2015 sur la base de parités arrêtées au 20 juillet 2015 des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,10 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, notamment le yuan, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar sur le second semestre (portant la parité à \$ 1,05 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires 2015 d'environ € 2,2 millions et du résultat opérationnel de € 1,2 million. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,15 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,10 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.

Ainsi, l'hypothèse théorique d'une baisse de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, conduirait à une augmentation mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de € 0,1 million et du résultat opérationnel de € 0,05 million. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 1 % conduirait à une diminution complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

Compte tenu des fortes variations des devises, de l'importance de leurs impacts et des effets complexes induits, il convient de souligner que – comme mentionné dans le rapport pour l'établissement de chiffres à données comparables – si les parités actuelles se maintenaient, l'établissement des hypothèses de sensibilité serait de moins en moins pertinent.

PricewaterhouseCoopers Audit
« Crystal Park »
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

KPMG SA
Domaine de Pelus
11, rue Archimède
33692 Mérignac Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2015

LECTRA S.A.
16-18, rue Chalgrin
75016 Paris

Aux Actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lectra SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Le compte de résultat consolidé du deuxième trimestre 2015 ainsi que les chiffres comparatifs du deuxième trimestre 2014 n'ont pas fait l'objet d'un examen limité de notre part.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence éventuelle du fait exposé dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Mérignac, le 30 juillet 2015

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit SA

KPMG SA

Matthieu Moussy

Jean-Pierre Raud

Eric Junières